

Les camps de Lavrio et Maxmur : au cœur d'un champ de l'exil

Tony Rublon

Études kurdes, n°17, 2024, pages 63 à 90.

Citer ce document / Cite this document :

Rublon, Tony. 2024. « Les camps de Lavrio et Maxmur : au cœur d'un champ de l'exil ». *Études kurdes* (17): 63-90

<https://www.etudeskurdes.org/article/les-camps-de-lavrio-et-maxmur-au-coeur-dun-champ-de-lexil/>

Tony Rublon

Centre Population & Développement, Université Paris Cité. IRD

Les camps de Lavrio et Maxmur : au cœur d'un champ de l'exil

RESUMÉ :

L'existence d'organisations politiques kurdes structurées en exil, luttant pour la défense des droits politiques et culturels du peuple kurde au Moyen-Orient et en Europe, a permis à un mouvement national de se structurer à la fois sur le territoire national d'origine, mais également à l'intérieur ce que nous qualifions de champ de l'exil. C'est à travers deux lieux hautement symboliques pour le peuple kurde et l'histoire du PKK que nous proposons d'observer le fonctionnement de ce champ, entendu comme l'espace organisé et structuré par les migrants et les organisations politiques et culturelles öcalanistes. Par l'élaboration d'une histoire du camp de Lavrio en Grèce, et de camp Maxmur en Irak nous proposons d'observer les dynamiques circulatoires et les pratiques qui connectent ces lieux à l'espace transnationale. Nous posons ainsi l'hypothèse que le champ de l'exil permet à la fois de répondre aux urgences humanitaires causées par les crises politiques en proposant des lieux d'accueils aux déplacés et aux migrants tout en offrant aux organisations politiques kurdes un espace de déploiement permettant de poursuivre la lutte.

MOTS CLEFS : Transnationalisme ; Kurdistan ; PKK ; Camps de réfugiés ; Exil

ABSTRACT:

The existence of structured Kurdish political organisations in exile, fighting for the defence of the political and cultural rights of the Kurdish people in the Middle East and Europe, has enabled a national movement to be structured both on the national territory of origin, but also within what we describe as the field of exile. It is through two highly symbolic places for the Kurdish people and the history of the PKK, that we propose to observe the functioning of this field, understood as the space organised and structured by migrants and öcalanist political and cultural organisations. By developing a history of the Lavrio camp in Greece and the Maxmur camp in Iraq, we propose to observe the circulatory dynamics and practices that connect these places to the transnational space. We hypothesise that the field of exile makes it possible to respond to the humanitarian emergencies caused by political crises by offering places of refuge to displaced persons and migrants, while at the same time providing Kurdish political organisations with a space in which to continue their struggle.

MOTS CLEFS : Transnationalisme ; Kurdistan ; PKK ; Camps de réfugiés ; Exil

L'instabilité politique engendrée par les différents conflits en Asie centrale, au Moyen-Orient ou en Europe de l'Est a considérablement amplifié les déplacements de population en ce début de XXI^e siècle. En 2022, les Nations-Unis estiment à 108 millions¹ le nombre de personnes déplacées de force dans le monde en raison de persécution, de conflit, de violence ou d'évènement troublant gravement l'ordre public. 1/6^{ème} de ces déplacés sont des victimes directes des conflits afghans, ukrainiens ou syriens. Contraints de quitter leur pays pour s'installer à l'étranger, plus de six millions de Syriens ont ainsi pris la route de l'exil. Si plus d'un million ont obtenu l'asile en Europe, la grande majorité a trouvé refuge en Turquie, et parmi eux, un grand nombre de Kurdes apatrides d'origine syrienne². La République turque traverse pourtant depuis 2016 une crise démocratique d'ampleur se traduisant par une forte répression de l'opposition politique, une importante concentration des pouvoirs et la prégnance d'un discours xénophobe et populiste³. Arrestations et assassinats à l'étranger; emprisonnements et disparitions en Turquie... Les Kurdes et les membres de la confrérie Gülen⁴ sont parmi les principales victimes de cette répression qui sévit sur le territoire national et qui pénètre également l'espace construit par les migrants portant la nationalité turque. Gildas Simon et Stephane de Tapia qualifient cet espace de champ migratoire, entendu comme l'espace transnational qui unit, quelle que soit la distance, les lieux de transit et d'installation des migrants, aux lieux d'origine et d'émigration (Simon, 2006; Tapia [de], 2007). Selon l'Institut turc de la statistique⁵, l'émigration de Turquie a augmenté de 42 % entre 2016 et 2017, le nombre d'émigrants de nationalité turque âgés de 20 à 29 ans est passé de 56 598 en 2016 à 133 679 en 2022. Si tous ces départs ne sont pas uniquement dus à la répression politique, l'augmentation des demandes d'asile déposées aux portes de l'Europe par des ressortissants turcs à partir de 2016 permet d'établir une corrélation entre émigration et contexte politico-économique du pays d'origine. Entre 2016 et 2022, le nombre de demandeurs d'asile de nationalité turque en Europe a ainsi été multiplié par cinq, passant de 10 620 à 51 480 requérants soit près d'un émigrant turc sur dix⁶.

¹ Tous les chiffres sont disponibles sur le site de l'UNHCR : <https://www.unhcr.org/fr/en-bref/qui-nous-sommes/aperçu-statistique>

² En 1962, l'État syrien organise un recensement qui prive près de 120 000 Kurdes syriens de leur nationalité, les rendant de fait apatrides.

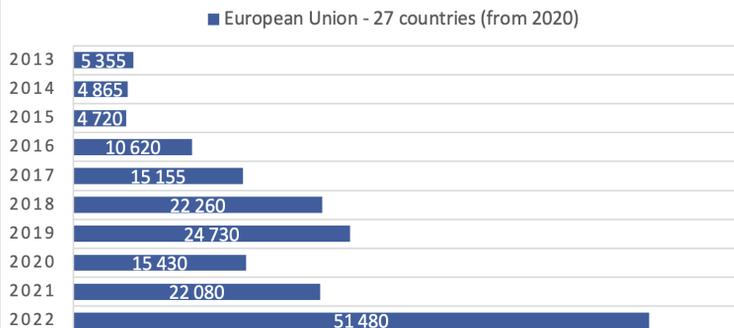
³ MASSICARD Elise, «Populisme en Turquie : vers la fin de la démocratie?», *Sciences Po*, [en ligne], 04/01/2024. Disponible sur : <https://www.sciencespo.fr/research/cogito/home/populismeenturquie-vers-la-fin-de-la-democratie/>

⁴ Accusée d'avoir fomenté la tentative de coup d'État du juillet 2016, la confrérie Gülen est un mouvement interculturel et interreligieux créé par l'imam Fetullah Gulen dans les années 1970 en Turquie. Le mouvement est en conflit avec l'AKP depuis 2013.

⁵ Les données présentées ici sont accessibles ici : <https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=International-Migration-Statistics-2017-30607>. Consulté le 22/01/2024. Le site de l'Institut turc de la statistique est consultable en anglais : <https://data.tuik.gov.tr/>.

⁶ L'État turc estime à 466 914 le nombre d'émigrants de nationalité turque en 2022.

NOMBRE DE DEMANDES D'ASILE DEPOSÉES EN EUROPE / EN FRANCE PAR DES REQUÉRANTS DE NATIONALITÉ TURQUE



Sources : Eurostat

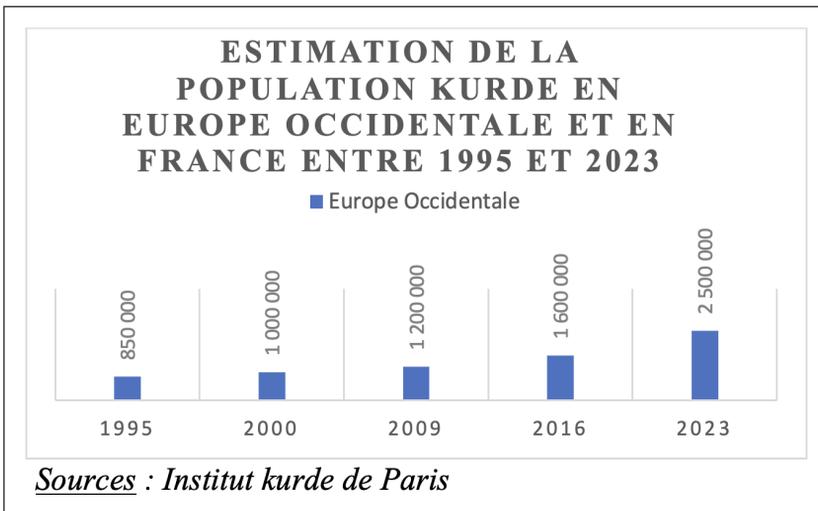
Qu'ils soient originaires d'Iran, d'Irak, de Syrie ou de Turquie, les Kurdes ont longtemps été invisibilisés dans les statistiques migratoires, le référentiel national primant sur l'appartenance ethnique. S'il est aujourd'hui encore difficile d'obtenir le chiffre précis des Kurdes installés en Europe depuis les années 1960⁷, l'Institut kurde de Paris⁸ produit des estimations chiffrées de leur présence sur le territoire européen. En 2022, « la diaspora kurde » est estimée à plus de deux millions d'individus, dont 75 % seraient originaires de Turquie⁹. Fréquemment utilisé pour évoquer le fonctionnement d'un groupe ethnolocal en exil sur la base historique du peuple juif (Hovanessian 1998 ; Schnapper, Costa-Lascoux, Hily 2001 ; Shain & Barth 2003), le concept de diaspora sous-tend dans sa conception classique, une forme d'unité dans les pratiques et l'organisation sociopolitique de la communauté migrante, unité que nous n'observons pas sur nos terrains d'enquête. Son usage pour qualifier les Kurdes installés en Europe occidentale a par ailleurs déjà fait l'objet de nombreux débats dans le monde scientifique (Wahlbeck 1998 ; Bozarslan 1998). Si certains

⁷ On évoque généralement le début des années 1960 pour parler des premières vagues de migration turque dans les cadres des accords de travail signés entre des pays européens et la République de Turquie.

⁸ L'Institut kurde de Paris est créé en 1983 par Kendal Nezan. C'est un organisme culturel indépendant se donnant pour vocation d'entretenir et transmettre la connaissance des langues, de l'histoire et du patrimoine culturel kurde.

⁹ <https://www.institutkurde.org/info/diaspora-kurde-1232550920>

démontrent que cette communauté répond aux différents critères du groupe diasporique (Rigoni 1997), d'autres tiennent à rappeler les mécanismes constructivistes à l'œuvre dans les théories diasporiques et le risque d'essentialisation véhiculés par son usage (Adamson, Demetriou 2007 ; Grojean 2008). Dans le cadre de nos travaux, nous avons choisi de ne pas utiliser le concept de diaspora comme catégorie analytique, mais plutôt de déplacer notre regard vers l'espace produit par le groupe diasporique (Simon 2006). En nous appuyant sur le concept de champ migratoire précédemment défini, nous proposons d'étudier cet espace que nous qualifions de champ de l'exil, entendu comme l'espace organisé et structuré par les migrants et organisations politiques et culturelles kurdes ou prokurdes en exil. Ces organisations politiques kurdes transnationales sont présentes et actives dans chacune des quatre régions du Kurdistan, et c'est en raison des conflits avec lesquels elles sont en prises dans leur pays d'origine qu'elles prolongent et structurent leurs activités dans le champ de l'exil. Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)¹⁰ est l'un de ces acteurs et son fonctionnement transnational est au cœur de nos travaux.



Dès le début des années 1980, le conflit qui oppose le PKK à l'État turc se transnationalise (Grojean 2008), et sa réactivation en Turquie en 2015-2016 produit une augmentation conséquente des arrivées en Europe. Nous pensons que ce conflit, impliquant organisations politiques kurdes et État turc au Moyen-Orient, participe à la construction d'un champ de l'exil (Rublon 2024, PUR) qui remplit

¹⁰ PKK (En Kurde : *Partiya Karkerên Kurdistan*) : Parti des travailleurs du Kurdistan, organisation politique kurde fondée en 1978 en Turquie par Abdullah Öcalan.

une double fonction : il permet à la fois de répondre aux urgences humanitaires produites par les crises politiques tout en offrant aux organisations politiques kurdes un espace de replis permettant de poursuivre la lutte. Au cours de nos recherches, deux lieux accomplissant ces fonctions ont été identifiés, deux camps de réfugiés coadministrés par le PKK : le camp de Maxmur en Irak et celui de Lavrio en Grèce. Nous émettons l'hypothèse que ce sont des points nodaux du champ de l'exil, qu'ils connectent différents lieux par des circulations migratoires, ces mobilités induites par le fait migratoire qui incluent « les flux d'émigration et de retour, les mouvements touristiques vers le pays ou les régions d'origine » (Tapia, 2007, p.18). Nous pensons que ces lieux assurent la pérennité des liens entre l'Europe et le Moyen-Orient, qu'ils sont centraux dans le fonctionnement du PKK (Grojean, 2023). Perçu comme le prolongement spatial, politique et culturel du Kurdistan, le champ de l'exil constitue donc une territorialité transnationale dans laquelle se prolongent les tensions et les acteurs politiques et culturels du Moyen-Orient. Nous chercherons à voir comment les organisations politiques kurdes s'organisent dans cet espace, en élaborant des lieux d'accueil. Bien que les histoires de Lavrio et de Maxmur soient différentes, elles partagent pourtant un certain nombre de points communs dont leur encadrement par le PKK. En proposant une mise en récit historique et politique de leur construction, nous verrons comment ces lieux ont participé, et participent dans une certaine mesure encore aujourd'hui, à la structuration spatiale et symbolique du champ de l'exil. Nous reviendrons ensuite sur la diversité des fonctions que ces camps accomplissent, en agissant à la fois comme des points d'entrée et de sortie permettant la connexion de différents lieux et de différents acteurs.

Éthique et méthode d'une enquête sur l'exil en sciences humaines et sociales

Travailler sur le champ de l'exil pose nécessairement la question du terrain, de son accès, mais également de sa construction. La notion de terrain est polysémique : se caractérise-t-il par l'accès à un espace identifié et préexistant aux besoins du chercheur ? Ou bien est-il le résultat d'une construction, produit par la démarche et les choix méthodologiques adoptés par celui-ci (Messu 2016) ? La dispersion des foyers de populations produisant un espace vaste et discontinu, il a été nécessaire d'opérer une sélection des lieux dans lesquels les enquêtes ont été réalisées. Dans le cadre de recherches prédoctorales, nous avons déjà établi d'importants contacts avec les camps de réfugiés de Maxmur en Irak et de Lavrio en Grèce. Ces camps de réfugiés sont structurés et administrés par des organisations politiques kurdes partageant une proximité idéologique et organi-

sationnelle avec le PKK, que nous inscrivons dans une mouvance politique que nous qualifions d'öcalaniste. Par ce terme nous désignons toutes les organisations politiques qui adhèrent ou soutiennent l'idéologie du fondateur du PKK. Il ne désigne donc pas que les membres du PKK, mais de manière plus large les différentes organisations politiques kurdes et non kurdes qui se revendiquent de l'idéologie du confédéralisme démocratique développée par Abdullah Öcalan, le leader du PKK. Simultanément pris dans des enjeux d'ordre géopolitique et de politique nationale, voire locale, ces camps pourraient être perçus et analysés à travers le prisme de la notion d'espace d'exception, comme pensé par Giorgio Agamben (Agamben 2003). Les centres fermés de l'UNHCR en Grèce et en Irak, en maintenant les réfugiés dans des espaces d'exception juridiques et en les excluant du reste de la population, correspondent à cette analyse¹¹. Un nombre important d'études ont cependant permis de renouveler l'approche classique des camps de réfugiés (Caratani, 2007; Doraï, Piraud-Fournet 2023) en ne les abordant plus comme un objet d'analyse philosophique. En se concentrant plutôt sur l'historicité, la spatialité et la socialité de ces lieux, ces enquêtes géographique et sociologique ont permis de dépasser le cadre de l'analyse institutionnel pour s'intéresser aux dynamiques d'interactions dans et autour des camps (Kûcûkles, 2022). Notre analyse des camps de Lavrio et de Maxmur s'inscrit dans ce courant qui tente d'approcher le camp dans ses multiples dimensions, questionnant la pluralité des rôles et des fonctions qu'il endosse (Rublon 2024, Le cavalier bleu). Les camps de Lavrio et de Maxmur s'ancrent dans un espace transnational dans lequel la migration de milliers d'opposants politiques turcs a dessiné les contours d'un champ de l'exil fortement politisé dans lequel évoluent à la fois des membres d'organisations politiques et des migrants non engagés directement dans ces luttes, mais impactés par le conflit.

C'est donc une enquête multisite, impliquant une présence sur chacun des lieux de plusieurs semaines à plusieurs mois, mêlant réalisation d'entretiens biographiques et observation participante, qui nous a permis de mettre à l'épreuve nos hypothèses sur le fonctionnement du champ de l'exil. Nous nous sommes rendus à plusieurs reprises dans le camp de Lavrio entre 2017 et 2021, mais les entretiens avec les habitants de Maxmur en Irak ont dû en revanche être réalisés à distance, en raison des contextes sanitaires et politiques locaux. Certains ont été réalisés à Erbil, dans la capitale du Kurdistan irakien, d'autres en visioconférence. L'accès à ces lieux a été rendu possible suite à un long travail militant et associatif¹² avec les acteurs politiques présents dans les camps. La pluralité

¹¹ <https://reliefweb.int/report/greece/closed-centres-refugees-arriving-greek-islands-one-year-later-everyone-suffering-psychological-distress>; <https://www.infomigrants.net/fr/post/35176/grece-sur-lile-de-samos-les-migrants-decouvrent-leur-nouveau-centre-aux-allures-de-prison>.

¹² Des travaux et des enquêtes ont été réalisés avec des ONG et des associations entre 2014 et 2018

des discours que nous avons pu recueillir auprès d'acteurs divers, autant militants politiques qu'institutionnels, nous permet de produire une histoire de ces lieux et d'y saisir l'intrication des enjeux politiques locaux et internationaux. Nous avons également eu recours aux archives de différentes institutions, y compris au fond de l'association des Amitiés kurdes de Bretagne qui nous a permis d'avoir accès à un entretien spécifique avec Riza Altun, homme clés de l'histoire de Maxmur et du PKK. De nombreux entretiens ont aussi été réalisés en France, pour des raisons pratiques de proximité géographique, avec des membres de la communauté kurde ayant transité par l'un de ces camps. C'est donc sur neuf entretiens réalisés entre 2018 et 2023 ainsi que sur le récit de Riza Altun à la commission de recours pour les réfugiés, que repose cet article. À l'exception du récit de Mr Altun, la totalité des entretiens a été anonymisée selon une méthodologie spécifique. Les lieux, les noms et les indicateurs temporels ont été systématiquement modifiés de telle sorte que les personnes citées ne puissent être clairement identifiées. Chacune de ces modifications est renseignée sur un tableau de correspondance entre les entretiens d'origines et les entretiens modifiés. Nous veillons également à ce que le récit conserve sa valeur heuristique en préservant le contexte historique et en s'assurant que les modifications opérées n'impactent pas l'analyse de la parole. Ces précautions sont nécessaires à plusieurs titres, à commencer par la protection des personnes avec qui nous nous sommes entretenus, ayant obtenu le statut de réfugiés politiques dans le pays d'accueil, mais pour certains toujours poursuivis par la Turquie. Le contexte politique international actuel constitue également une autre injonction à l'anonymisation. Si nous avons pu identifier les dynamiques de connexion de ces camps au champ de l'exil, les événements de 2023 ont illustré les mouvements inverses : l'influence des enjeux géopolitiques sur la pérennité et la sécurité de ces lieux. La fermeture du camp de Lavrio en juin 2023 et le retrait du PKK du camp de Maxmur en octobre de la même année permettent d'illustrer les rapports de force existants dans le champ de l'exil entre des organisations qualifiées de terroristes, des acteurs étatiques et des acteurs non gouvernementaux.

Lavrio et Maxmur : genèse de lieux d'exil

L'Irak, la Grèce et la Turquie partagent une histoire en commun : celle de la fragmentation de l'Empire ottoman et des déplacements forcés de population qu'a engendrée la création de nouveaux États-nations. Le début du XXe siècle est évidemment marqué par le génocide et la mise en exil forcée des Arméniens

en Syrie, Irak, Turquie et en Grèce.

qui entraînera la construction d'une des plus importantes diasporas ; mais l'accord de grand remplacement signé le 30 janvier 1923, contraignant près de 400 000 musulmans de Grèce à s'exiler en Turquie et les 200 000 à 350 000 derniers orthodoxes de Turquie à s'exiler en Grèce, constitue un moment fondateur de la jeune nation grecque. Même si les villes de Lavrio et de Maxmur ont vécu différemment les remous du XXe siècle, elles sont pourtant toutes les deux marquées par une longue histoire d'exil, d'enfermement et d'accueil de migrants de toutes origines. Ce sont des lieux dans lesquels la « Grande histoire » percuté les histoires personnelles, impacte les parcours de vie et modifie les trajectoires biographiques. Dans quelle mesure peut-on dire aujourd'hui que ces camps constituent des lieux fondateurs de l'histoire du mouvement kurde en exil et du PKK ? Comment ces camps se sont-ils structurés, ancrés localement ? Quels rôles jouent-ils dans le champ de l'exil ?

Lavrio : un îlot kurde aux portes de l'Europe

La ville portuaire de Lavrio se situe à 60 km au sud d'Athènes, sur la côte égéenne. C'est en plein cœur de ce qui est devenu aujourd'hui une cité balnéaire que le premier bâtiment du camp est construit en 1900. Il est à l'origine destiné à héberger les ouvriers étrangers qui viennent travailler dans les mines de Laurion, exploitées dès 1877 par la compagnie française des Mines du Laurion (Vihou, 2012). En 1911, Lavrio compte plus de 10 000 ouvriers faisant de la ville et des mines un haut lieu des luttes politiques et sociales du pays. Mais suite à la Première Guerre mondiale, l'industrie décline et la ville perd près de la moitié de ses habitants. Les deux bâtiments sont alors inutilisés pendant quelques années avant la guerre helléno-turque (1919-1922) et l'accord de grand remplacement de janvier 1923. Une partie des Grecs orthodoxes, qualifiée de rum par les Turcs, est alors accueillie dans le camp de Lavrio et un nouveau bâtiment construit en 1925 afin de faciliter leur installation. La défaite de la Grèce face aux forces de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale place la région de Lavrio sous contrôle de l'Allemagne nazie. Les prisonniers de guerre sont envoyés par le Reich en Grèce où ils sont exploités dans les mines de Lavrio, le camp se transformant en lieu d'enfermement jusqu'au départ des troupes allemandes en 1944. Les bâtiments restent inoccupés jusqu'en 1947, année où l'État grec le réhabilite comme « Centre de séjour temporaire pour les demandeurs d'asile étrangers » chargé d'accueillir les réfugiés d'origine grecque fuyant les régimes soviétiques européens. Au milieu des années 70, suite à la chute de la dictature des colonels, un troisième bâtiment est construit par l'État afin d'améliorer les capacités d'accueil des réfugiés politiques du bloc soviétiques. Les réfugiés politiques Bulgares, Roumains, Slovénes... trouvent refuge

dans le camp de Lavrio jusqu'à la fin des années 1970. Ils déposent une demande d'asile politique en Grèce et séjournent dans le camp en attendant une relocalisation organisée par l'UNHCR.

À partir du milieu des années 1970, les affrontements armés entre organisations politiques d'extrême gauche, d'extrême droite et les forces de sécurité se multiplient rapidement à travers toute la Turquie. Alors que le pays frôle la guerre civile à plusieurs reprises, les organisations politiques d'extrême gauche commencent à structurer des points de replis à l'étranger. La chute de la dictature des colonels et la partition définitive de Chypre¹³ suite à l'invasion turque façonnent un positionnement complexe de la diplomatie grecque, jouant à la fois la carte de l'apaisement avec la Turquie tout en accueillant ouvertement les membres de son opposition politique (Petronoti, 2008). Des militants des organisations Dev-Yol¹⁴, THKP-C¹⁵, et TKP/ML¹⁶ s'installent ainsi en Grèce dès 1975 pour établir des lieux relais dans lesquels poursuivre leurs activités politiques¹⁷. En tant que demandeurs d'asile, ils sont envoyés dans le camp de Lavrio où ils rencontrent des exilés politiques d'Europe de l'Est. Si le coup d'État du général Evren de 1980 amplifie les départs des opposants turcs, le pouvoir grec les renvoie quasi systématiquement dans les bras de la dictature militaire turque. Il faut attendre la victoire du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) aux élections législatives de 1981 pour que le soutien de l'État grec aux opposants turcs soit plus clairement affiché. Comme l'explique Gilles Bertrand, « Au début des années 1980, toutes les organisations d'extrême gauche turques militent et recrutent dans ce camp. Le gouvernement d'Andréas Papandréou¹⁸ en tolère très largement les activités (y compris le port d'arme illégal) de ces organisations »¹⁹ (Bertrand, 2003, chap. 6, 25). À partir de 1982,

¹³ Le 20 juillet 1974, le gouvernement turc déploie ses forces militaires sur l'île de Chypre. Après plusieurs semaines de conflit armé, l'île est divisée de facto en deux entités : la République de Chypre, qui devient membre de l'Union européenne en 2003, dont la majorité des habitants appartiennent au groupe ethnolinguistique des Chypriotes grecs ; la République turque de Chypre du Nord, reconnue par la Turquie et dont les habitants appartiennent au groupe ethnolinguistique des Chypriotes turcs.

¹⁴ DEV-YOL (En Turc : Devrimci Yol) : Voie révolutionnaire, Parti communiste marxiste-léniniste fondé en 1972 en Turquie

¹⁵ THKP-C (En Turc : Türkiye Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi) : Parti-Front de libération des peuples de Turquie, fondés en 1970 en Turquie

¹⁶ TKP/ML (En Turc : Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist) : Parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste fondé en 1972 par İbrahim Kaypakkaya. Il prendra le nom de MLKP en 1994.

¹⁷ Entretien avec un militant du TKP/ML à Lavrio en juillet 2021.

¹⁸ Andréas Georgiou Papandréou est le fondateur du PASOK. En tant que Premier ministre, il forme le premier gouvernement socialiste de l'histoire de la Grèce en octobre 1981.

¹⁹ BERTRAND Gilles, (2003) Chapitre 6, « Interférences des conflits périphériques dans la confrontation bilatérale », dans *Le conflit helléno-turc : la confrontation des deux nationalismes à l'aube*

le camp est occupé en majorité par des organisations de la gauche radicale turque qui prennent en charge l'organisation du camp et les réfugiés qui y transitent. Cette même dynamique de transnationalisation des organisations politiques turques et kurdes se retrouve au même moment en Europe de l'Ouest. Le PKK²⁰ y déploie des cadres politiques dès 1981 et les premières structures associatives sont créées en Allemagne et en France dès 1982²¹, époque à laquelle de plus en plus de Kurdes du PKK arrivent également dans le camp de Lavrio. Pour ces organisations, l'enjeu lié à l'administration du camp est double : proposer un point de transit sécurisé, reconnu par les autorités grecques, pour les exilés kurdes et turcs fuyant la junte militaire ; avoir un lieu de repli sécurisé pour réorganiser et poursuivre la lutte politique en exil. Une période de cohabitation entre ces différents acteurs, pour certains en conflits en Turquie, s'impose jusqu'aux événements de 1986-1987 qui ancrent durablement le camp dans l'histoire du PKK.

«C'est par la force que les Kurdes ont expulsé les Turcs du camp, il y a eu des bagarres à l'arme blanche et un Turc a même été blessé : les combats ont duré trois jours. Du côté des Turcs, le TKP/ML et TIKKO se sont ralliés à la cause du PKK. Depuis, le camp est resté sous notre protection²²».

Aucun meurtre ni l'usage d'armes à feu n'est évoqué lors des entretiens avec les personnes ayant vécu ces événements, en revanche des agressions et des actes de violence sont évoqués. Ces trois jours de la fin du mois de juin 1987 font suite à plusieurs mois de tensions entre les différentes organisations présentes dans le camp. Certains avancent l'idée que l'attaque du PKK sur le village de Pinarçik²³ en Turquie serait à l'origine de l'escalade la violence entre des membres du THKP-C et du PKK²⁴ ; alors que d'autres évoquent la volonté

de XXème siècle [En ligne], Institut français d'Études anatoliennes, Istanbul.

²⁰ La plupart des cadres du parti partent en Syrie avant le coup d'État de 1980 et ne reviennent en Turquie pour entamer la lutte armée qu'à partir de 1984.

²¹ D'autres organisations politiques kurdistes vont s'implanter en Europe après le coup d'État de 1980 : Tekoşîn (fondé en 1978 en Turquie, constitué de factions dissidentes du PKK et du mouvement Kurtuluş), le mouvement *Rizgari* (fondé en 1975 en Turquie, mouvement focalisé sur les activités intellectuelles) ou les *KUK* (organisation dérivée du Parti démocratique du Kurdistan — Turquie [PDK-T]), mais ils sont très rapidement dissous. C'est bien le *PKK* et le *TKSP* (Parti socialiste du Kurdistan Turc : Formé en 1974 par des Kurdes socialistes de Turquie. Il établit rapidement une organisation de jeunesse légale et poursuivit ses activités en Europe au sein de l'association KOMKAR), qui sont alors les mieux implantés en Europe.

²² Entretien avec Erkan, Athènes, aout 2021. Erkan était alors cadre du PKK en charge de la région des Balkans

²³ Le 20 juin 1987, des militants du PKK attaquent le village de Pinarçik et tuent 8 gardiens de villages. Ils sont également accusés d'avoir assassiné 24 femmes et enfants.

du parti de prendre entièrement le contrôle de camp par la contrainte et la force. Dès la fin des années 1980, le camp de Lavrio devient également un espace de formation idéologique pour le PKK : les migrants kurdes installés en Europe ayant rejoint la cause auprès des associations relais du PKK développé en Europe de l'Ouest (France, Allemagne, Suède...) se rendent à Lavrio pour suivre une formation idéologique et partent ensuite d'Athènes pour la plaine de la Bekaa au Liban où ils suivent un stage de formation militaire avant de partir au front en Turquie ou en Irak. Si l'existence d'un camp de formation militaire dans ou à proximité du camp entre 1986 et 1994 est souvent évoquée, il n'y a aucun moyen d'en vérifier l'existence, les médias turcs étant les premiers à relayer cette information. Bien que placé en 2002 sur la liste des organisations dites terroristes par les États-Unis et une grande partie de la communauté internationale, le PKK reste un acteur central de l'administration du camp, gérant l'accueil et la prise en charge des migrants de nationalités diverses en coopération avec des Organisations internationales, des acteurs locaux et des acteurs étatiques grecs, jusqu'en 2023.

La période 1999-2016 est cependant marquée par deux événements importants dans les relations internationales turco-grecques, aux lourdes conséquences sur le fonctionnement du camp et sur la structure du champ de l'exil. En 1999, après l'arrestation d'Abdullah Öcalan²⁵, un décret présidentiel modifie le statut du camp le plaçant sous le contrôle de la Croix rouge hellénique, qui reprend alors l'ensemble de l'administration du centre. Le décret présidentiel stipule que les personnes résidant dans le centre de réfugiés de Lavrio bénéficient de «la protection sociale accordée aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux personnes qui ont le statut d'ayant droit à l'aide humanitaire. L'objectif de ce centre est de donner l'hospitalité aux étrangers qui se réfugient en Grèce et souhaitent déposer une demande d'asile»²⁶. L'accueil des réfugiés afghans, turcs, syriens, irakiens, iraniens... est donc le fruit d'un travail de coopération entre le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), la Croix rouge, l'État grec et l'organisation politique kurde du PKK, jusqu'en 2016. Quelques semaines après l'application des accords migratoires entre l'Union européenne et la Turquie²⁷, le camp est placé sous le contrôle du ministère de la Politique migratoire grec. En mars 2017, ce dernier décide de retirer au centre

²⁴ Hürriyet, 24/06/1987. Disponible dans les archives de l'Institut kurde de Paris N° 27.

²⁵ En février 1999, Abdullah Öcalan est arrêté à Nairobi au Kenya devant l'ambassade de Grèce, par les services secrets turcs.

²⁶ Croix rouge internationale, OT-2015-000050-GRC, 4 avril 2019, p 22.

²⁷ Le 18 mars 2016, un accord est signé entre la Turquie et l'Union européenne visant à lutter contre «les routes de migration irrégulières» entre le Moyen-Orient et la Turquie. Cet accord prévoit le renvoi vers la Turquie de tous les migrants entrés en Grèce et dont la demande d'asile a été refusée.

son statut de structure permanente d'accueil des réfugiés et des immigrés pour le transformer en un centre de court séjour. La Croix-Rouge internationale quitte alors le camp et le financement de ces frais de fonctionnement et d'entretiens n'est plus assuré par l'État grec dès le 31 juillet 2017, date à laquelle l'UNHCR annonce son retrait complet de Lavrio. À partir d'août 2017, le camp est donc géré par des organisations politiques öcalaniste et intégré à un dense réseau de solidarité international. Des associations françaises, espagnoles, allemandes... organisent des convois de solidarité pour que le camp puisse poursuivre sa mission d'accueil des migrants et des pétitions sont lancées dans toute l'Europe pour qu'il ne soit pas fermé. Jusqu'en 2023, c'est donc grâce au soutien apporté par les organisations öcalanistes européennes que le camp a pu poursuivre sa mission d'accueil et de protection des réfugiés.

La route vers le 36^e parallèle : l'histoire du camp de Maxmur

À 60 kilomètres au sud-ouest d'Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak, la ville de Maxmur est comme posée au milieu d'une plaine désertique que seuls les serpents et les scorpions habitent. L'histoire du camp, sa genèse, n'est à chercher ni dans son ancrage géographique ou social ni dans l'histoire d'un lieu que la poussière omniprésente et la chaleur écrasante semblent le plus souvent décrire. C'est par son positionnement spatial, sa géolocalisation qu'on peut remonter le fil de son histoire : se trouver aux portes du 36^e parallèle.

Bien que fondé en 1978, le PKK n'a mené sa première opération militaire en Turquie que le 15 août 1984. Pendant six années, la guérilla du PKK réussit à imposer un véritable rapport de force menant de front des opérations militaires qui déstabilisent la domination de l'État turc à l'est du territoire. Certaines zones rurales basculent ainsi progressivement sous le contrôle du PKK qui tente d'établir des structures sociales et politiques alternatives à celles de l'État turc. Face à ces actions qualifiées de séparatistes, le gouvernement turc utilise des méthodes contre-insurrectionnelles ciblant sans distinction aucune les civil.e.s et les combattant.e.s. Le 10 avril 1990, la publication d'un décret sur la censure et la déportation donne un cadre légal aux opérations militaires qui sont alors menées au Kurdistan de Turquie. En espérant éliminer les soutiens logistiques du PKK, l'armée brûle et évacue systématiquement les villages kurdes de l'est de la Turquie. Entre 1990 et 1992, les forces armées turques détruisent et forcent les habitants des campagnes de Hakkâri, Şırnak, Van et Siirt à quitter leur terre. Ces stratégies d'évacuations forcées des villages se systématisent à partir de 1993 avec l'évacuation et la destruction des villages des campagnes de Bitlis, Diyarbakir et Mardin, puis des régions du Dersim en 1994 (Jongerden, J. P.

2002). Entre 1992 et 1994, on estime à 384 793 le nombre de personnes victimes de ces déplacements forcés, et à 2405 le nombre de villages évacués (Jongerden 2010). Bien que cette période constitue l'apogée de cette stratégie d'évacuation forcée, elle durera jusqu'en 1999. Pendant ces 10 années, on estime à près de trois millions et demi le nombre de déplacés de force de l'est, contraints à rejoindre les grands centres urbains turcs, à s'exiler en Europe ou à rejoindre une autre région du grand Kurdistan. C'est vers le sud, au Kurdistan d'Irak, que près de 15 000 déplacés d'Hakkâri et Şırnak vont trouver refuge suite aux opérations militaires d'évacuation menées par l'armée turque. Les premiers groupes arrivent à la fin de l'année 1993, suite à leur refus de collaborer avec l'État turc en devenant des *korucu*, des gardiens de villages. Le trajet est alors sécurisé par des troupes du PKK qui assurent l'évacuation des civils de Turquie et le passage dans les montagnes vers leur base au nord de l'Irak (Yılmaz, 2016, pp. 182-205). En 1994, des milliers de Kurdes de Turquie quittent la région du Dersim et s'installent au Kurdistan irakien, à proximité de la ville de Zaxo où ils construisent les camps de Behir et Seranish (Küçükkeles, 2022). Face à ces arrivées massives de déplacés venant de Turquie, l'UNHCR est contraint d'apporter un soutien matériel à ces exilés kurdes de Turquie qui sont alors projetés au cœur d'un autre conflit au Kurdistan irakien.

La région est en proie à un conflit violent qui oppose deux organisations politiques kurdes : le PDK²⁸ du clan Barzani, qui contrôle la région du Kurdistan irakien du nord-ouest partageant une frontière avec la Turquie ; et l'UPK²⁹ du clan Talabani, qui contrôle la région du Kurdistan irakien du Sud-Est partageant une frontière avec l'Iran. Si l'UPK et le PKK partagent alors un réseau d'alliance géopolitique et un certain nombre d'acointances idéologiques, les relations entre le PDK et le PKK sont remplies d'animosité et de méfiance. Le PKK est perçu par le PDK comme mettant en péril ses victoires sur le territoire irakien en raison de la lutte qu'il mène contre l'État turc et de l'idéologie qu'il revendique. Dans un premier temps, le conflit intrakurde invisibilise l'afflux des Kurdes de Turquie dans les zones du Kurdistan irakien sous contrôle du PDK. Mais l'établissement des camps à proximité de Zaxo réveille les craintes liées à la présence de militants et de soutiens du PKK sur le territoire du PDK. Il devient alors primordial pour le parti de Barzani d'éloigner les Kurdes de Turquie des villes kurdes d'Irak, et de la société kurde irakienne en les maintenant dans des camps gérés par les institutions internationales. Pour les réfugiés de Turquie, obtenir le statut de réfugiés par les Nations-Unies est également essentiel afin

²⁸ PDK (Irak) : Parti démocratique du Kurdistan, parti politique nationaliste kurde irakien fondé par le clan Barzani en Irak en 1946.

²⁹ UPK : L'Union patriotique du Kurdistan est fondée par Jalal Talabani en 1975 au Kurdistan d'Irak.

de dénoncer les exactions commises par l'État turc. Une grève de la faim est initiée devant les bureaux des Nations-Unis en 1994 afin d'obtenir ce statut et un lieu où assurer leur sécurité suite aux bombardements turcs sur la ville de Zaxo. C'est donc dans la plaine de Bersive³⁰ que sera construit le camp d'Atrush. Administré par l'UNHCR, le camp devait rassembler tous les réfugiés de Turquie afin de leur donner le statut officiel de réfugiés en Irak. À l'été 1995, la plupart des réfugiés turcs, soit plus de 15 000, avaient rejoint Atrush et un deuxième camp fut ouvert : Atrush 2³¹. Les membres et soutiens du PKK envisageaient déjà de faire de ces camps un modèle d'expérimentation politique, un lieu permettant de poursuivre et approfondir les structures sociales et politiques déployées en Turquie (Küçükkeleş, 2022). Un système d'administration interne du camp est rapidement mis en place : les réfugiés élaborent des comités pour gérer la vie quotidienne et le camp est divisé en quartiers. Le statu quo perdure jusqu'en aout 1996, lorsque Barzani fait appel aux forces militaires de Bagdad pour intervenir contre les forces de l'UPK au nord du 36e parallèle. En quelques jours, Erbil tombe aux mains du PDK qui impose alors un blocus humanitaire sur Atrush et positionne des forces armées autour du camp afin d'empêcher tout déplacement. L'accord d'Ankara signé le 31 octobre 1996 par les deux partis kurdes permet à l'État turc, en devenant une force légitime d'interposition entre les deux organisations kurdes, d'implanter ses forces de sécurités dans le nord de l'Irak dès le mois de novembre (de Postis, 2003). Riza Altun, lors d'un entretien avec son avocate et un membre de la CIMADE, résume la situation à Atrush en cette fin d'année 1996 :

En 1996, il y a eu une alliance officielle entre le PDK et les forces militaires turques et à la suite de cet accord, les forces de sécurité turques ont commencé à s'implanter dans la région. Le camp était transformé en véritable caserne militaire. Il était encerclé par les peshmergas du PDK et de l'UPK. Personne ne pouvait quitter le camp. Les chars turcs se trouvaient sur dix différents points autour du camp. La population était sans cesse harcelée par les peshmergas. [...]

Pour augmenter la pression, un embargo a été mis en place contre le camp. En faisant pression sur les Nations-Unies [Les Turcs], ont réussi à mettre fin à toutes les aides qui étaient envoyées au camp.

Ainsi d'une part les Nations-Unies ont rompu tous leurs liens avec le camp et d'autre part on a enlevé aux réfugiés toute possibilité de se ravitailler à l'extérieur. Cette situation a duré environ trois mois. [En réalité deux mois : novembre et décembre 1996.] À l'époque, les gens ont sur-

³⁰ En novembre 2014, le camp de Bersive 2 a été construit pour accueillir les déplacés Yezidis fuyant les attaques de l'État islamique sur la région du Sinjar.

³¹ Atrush 1 fermera en décembre 1995 pour des raisons de sécurités selon les Nations-Unies.

vécu en abattant les animaux du camp pour se nourrir. Ils arrivaient à se procurer de la farine en faible quantité pour les enfants grâce aux relations clandestines qu'ils avaient avec leur famille. On peut parler d'un véritable état de siège. [...]

À l'époque je me trouvais dans ce camp. On voulait nous obliger à retourner en Turquie. Il nous était impossible de nous rendre dans le Soran³², car l'UPK y était hostile et le PDK n'autorisait pas qu'on traverse ses terres, et le peuple ne voulait pas retourner en Turquie. Les maladies et les famines se développaient.³³

Le 21 janvier 1997³⁴, les Nations-Unies annoncent se retirer du camp de Atrush. Dans un rapport de la Commission des migrations, des réfugiés et de la démographie de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe, les membres turcs de la commission justifient ce retrait en expliquant qu'il est « tombé progressivement aux mains du PKK ; il a perdu son caractère civil et est devenu une base de l'organisation terroriste. L'UNHCR a reconnu le fait qu'Atrush avait perdu son caractère d'origine³⁵ ». Les rapporteurs de la commission mentionnent cependant au point numéro 30, que « La sécurité des réfugiés dans le nord de l'Irak laisse beaucoup à désirer, notamment à cause des incursions militaires turques et du non-respect de la zone dite de sécurité créée en 1991 après la guerre du Golfe ». Le contexte politique et militaire local et les pressions exercées par la Turquie semblent donc avoir également un lien avec le retrait de l'UNHCR du camp, qui reviendra sur sa position deux années plus tard en devenant coadministrateur du camp de Maxmur. La Turquie cherchait alors à rapatrier sur son territoire les Kurdes qui avaient fui en Irak. En rendant les conditions de vie des réfugiés insupportables dans les camps, l'État turc servait deux objectifs : tout d'abord éviter que le PKK ne construise de base arrière trop importante en Irak afin de réduire sa capacité organisationnelle et empêcher les recrutements ; forcer les réfugiés à retourner en Turquie où ils auraient été contraints de migrer vers l'Ouest et de s'assimiler, leurs villages ayant entre-temps été détruits.

Les habitants d'Atrush 2 quittent progressivement le camp à partir de janvier 1997. Le nombre de réfugiés ayant volontairement rejoint la Turquie en 1997 est alors estimé à 1000. Ceux qui avaient de la famille en Irak décident de les rejoindre et près de 4 000 personnes partent pour Erbil ou Dohuk. Les 7 000 per-

³² La région du Soran est une région frontalière avec l'Iran, alors sous contrôle de l'UPK.

³³ Extrait de l'entretien avec Riza Altun avec JP. Nunez et J Costil de la CIMADE ; MN Frery, avocate de Zira Altun. Juillet 2000. Archives des Amitiés kurdes de Bretagne.

³⁴ Reuters, 4 février 1997. Accessible en ligne : <https://www.refworld.org/docid/3ae6a8d020.html>

³⁵ Rapport de la Commission des migrations, des réfugiés et de la démographie de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe du 3 juin 1998. Disponible en ligne : <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=8570&lang=FR>

sonnes restantes se mettent en route vers le 36^e parallèle. Souvent employé dans les entretiens que nous avons réalisés, cet indicateur géospatial était dans le contexte géopolitique de l'époque, lourd de sens. S'il symbolise à la fois l'espace de protection aérienne du Kurdistan irakien face à l'armée de Saddam Hussein en 1991, il représente pour les Kurdes de Turquie fuyant Atrush un no mans land, une zone tampon, un espace de protection face aux forces turques et Kurdes irakiennes. L'actuel co-maire de Maxmur explique que cette zone « bien que sur le territoire du Kurdistan d'Irak n'était pas sous son contrôle ni sous le contrôle de Saddam Hussein. Il ne s'agissait pas alors des "zones disputées", mais de buffer zone, de zones tampons, démilitarisées, pacifiées, où l'usage des armes était interdit³⁶ ». Comme l'explique Riza Altun, il s'agissait de partir de nouveau en exil :

Tout le camp s'est concerté pour décider de ne pas retourner en Turquie [...] Nous avons donc marché jusqu'à la zone tampon du 36e parallèle. [...] Notre objectif était de traverser le 36e parallèle en direction de la zone contrôlée par Saddam Hussein. Durant cette marche, les forces du PDK et l'armée turque n'ont pas manifesté une forte opposition à l'encontre de la population, car ils n'arrivaient pas à comprendre ce que nous voulions faire. Ils ne pensaient pas que nous allions vers cette zone contrôlée par Saddam. La population s'est retrouvée au bout de cinq jours à la frontière contrôlée par l'armée irakienne³⁷.

Suite au refus des autorités irakiennes de le laisser passer la frontière, c'est dans le camp d'Ain-Sufni sous la protection de l'UNHCR qu'ils sont, dans un premier temps, envoyés. Mais quelques jours plus tard, le 14 février 1997³⁸, le groupe quitte le camp pour des raisons de sécurité³⁹ et c'est de nouveau vers la frontière que les 6 800 réfugiés se dirigent, tentant une nouvelle fois d'entrer sur le territoire irakien. La Commission des migrations, des réfugiés et de la démographie de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe publie cette note à ce sujet :

Un groupe d'environ 6 800 personnes, qui se sont vu refuser l'asile en Irak, se trouvait jusqu'à récemment dans une sorte de no man's land [...]. Au moment de l'élaboration du présent rapport, elles campent près du poste de

³⁶ Entretien avec le co-maire de Maxmur réalisé à distance le 13 juin 2023.

³⁷ Archives des Amitiés kurdes de Bretagne. Extrait de l'entretien de Riza Altun avec JP. Nunez et J Costil de la CIMADE ; MN Frery, avocate de Zira Altun. Juillet 2000

³⁸ Communiqué de presse des Nations-Unies du 20 février :

<https://press.un.org/en/1998/19980220.db022098.html>

³⁹ L'argument sécuritaire est évoqué dans le Communiqué de presse des Nations-Unies du 20 février 1998

contrôle irakien, dans un terrain vague en bordure de la route et sur la route elle-même, entourées de régions infestées de mines. Elles bénéficient d'une assistance de base de la part de l'UNHCR et attendent les résultats des négociations menées par le Haut-Commissariat avec le Gouvernement irakien et l'antenne locale du PDK à Dohuk, ou toute autre solution de remplacement au cas où le Gouvernement irakien resterait inflexible.

Notons que ce groupe, composé en majeure partie de femmes et d'enfants, constitue une catégorie de réfugiés particulièrement vulnérables, qui risquent plus facilement d'être victimes de violations aux droits de l'homme, notamment sous la forme de menaces à leur sécurité physique ou de violences sexuelles, sans parler de problèmes de santé et autres besoins spécifiques. Il convient donc d'accorder une grande importance à remédier à cette situation dramatique.

C'est donc sur ce terrain vague, à proximité de zones minées, que ce groupe construit le camp baptisé «Ninive», 4^e itération de ce qui deviendra deux ans plus tard le camp de Maxmur. Une véritable ville sort progressivement du sol : des maisons sont construites avec de la boue, des cailloux et le matériel apporté par l'UNHCR ; des écoles et des lieux de cultes créés dans des bâtiments précaires et un système municipal mis en place avec une division du camp par quartiers. Les pressions exercées par le PDK et l'État turc sur les habitants du camp se poursuivent jusqu'à ce qu'une rumeur se répande annonçant l'arrivée de chars turcs venant de Zaxo à la fin de l'année 1998. Les habitants du camp se dirigent alors de nouveau vers la frontière où ils restent bloqués pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que Saddam Hussein les laisse pénétrer sur le territoire Irakien. C'est à quelques kilomètres de la frontière, à proximité d'un village se nommant Maxmur situé sous le 35^e parallèle, qu'on leur propose de s'installer. Dès 1999, L'UNHCR réussit à maintenir une présence dans le camp qui abritait alors 8 469 réfugiés. Des rations alimentaires ainsi que du Kérosène sont délivrés aux habitants du camp qui, en l'espace de quelques semaines, reconstruisent une école, des lieux de cultes et plusieurs centaines de maisons. Jusqu'en 2003, la chute de régime de Saddam Hussein et la prise de contrôle de la zone par le PDK, l'administration et l'infrastructure du camp sont assurées par le gouvernement irakien et l'UNHCR, mais une administration centrale est rapidement nommée par les habitants pour gérer la vie quotidienne du camp qui est également divisé en quatre quartiers chacun géré par une administration locale. Jusqu'en avril 2000 et son départ d'Irak, Riza Altun était le représentant des habitants du camp et l'intermédiaire avec l'UNHCR et le Gouvernement d'Irak⁴⁰.

⁴⁰ Archives des Amitiés kurdes de Bretagne. Entretien de Riza Altun avec JP. Nunez et J Costil de la CIMADE ; MN Frery, avocate de Zira Altun. Juillet 2000, p.13.

L'histoire des camps de Lavrio et de Maxmur illustre la double nécessité qu'est celle de l'exil politique : à la fois, réunir les conditions permettant à tous les exilés de survivre et trouver un espace où poursuivre la lutte et exprimer une identité culturelle et politique. Le travail de coopération entre l'UNHCR, des ONG, des institutions d'État et le PKK a permis l'installation et l'opérationnalisation de ces lieux, tant sur le plan logistique que politique. C'est en effet la présence de ces différents acteurs qui assurent la sécurité de ces lieux et en font des espaces pérennes qui s'ancrent dans le champ de l'exil en devenant des lieux ressources pour les personnes qui y séjournent. La trajectoire historique et géographique du camp de Maxmur illustre également la façon dont le conflit avec l'État d'origine poursuit les exilés dans l'expérience de l'exil et participe activement à la construction de lieux à forte portée historique et symbolique. Leur existence et leur histoire résonnent dans le champ de l'exil, et de Paris à Athènes les Kurdes connaissent ces lieux et leur histoire de manière intime, certains ont vu leurs grands-parents transiter par Lavrio alors que d'autres continuent de se rendre à Maxmur pour y voir leur famille. Dans cette deuxième partie, nous chercherons à décrire les dynamiques qui structurent et construisent ce champ de l'exil. Nous verrons comment, en facilitant les circulations migratoires, ils assurent et maintiennent les liens entre l'Europe et le Moyen-Orient.

Lavrio et Maxmur : les points nodaux d'un « Kurdistan sans frontière »

Les circulations migratoires contribuent à créer, dessiner, modifier les contours d'un champ de l'exil complexe dans lequel les organisations politiques s'organisent de manière transnationale, produisant localement des espaces ressources pour les migrants. Comment cet espace transnational est-il structuré ? Dans quelle mesure les camps servent-ils de lieu ressource et de connexion au champ de l'exil ? Comment des camps de réfugiés peuvent-ils s'intégrer et faciliter les déplacements dans un espace transnational ? Nous pensons que Lavrio et Maxmur constituent des lieux nodaux de cet espace et qu'ils y favorisent les circulations. En tant qu'espace d'opportunités, ils donnent accès à des ressources sur la route de l'exil ; ils permettent de maintenir et préserver des liens préexistants ; ils sont producteurs de nouveaux liens de solidarité et d'entraide internationale entre acteurs du mouvement öcalaniste. En assumant ces différentes fonctions, ces lieux agissent à la fois comme des points d'entrée, mais également comme des points de sortie, permettant d'alimenter, et de renouveler le champ de l'exil dans ses dimensions politiques, sociales et culturelles.

Du Kurdistan aux portes de l'Europe : des lieux ressources sur la route de l'exil

Lavrio et Maxmur sont d'abord envisagés comme des éléments de réponse humanitaire au déplacement de milliers de personnes originaires de Turquie victimes des crises politiques des années 1980-1990. L'objectif premier est de permettre aux réfugiés d'être hébergés temporairement dans un lieu offrant des conditions de vie favorables, autant sur le plan sécuritaire, sanitaire que politique. Dépourvus de moyens matériels et financiers, les exilés sont souvent en situation irrégulière dans le pays de transit, et sont parfois recherchés par les autorités du pays d'origine. En tant que lieux d'accueils de migrants dans lesquels travaillent l'UNHCR et diverses ONG, des familles entières d'origines diverses y sont prises en charge. Il n'y a donc pas que des Kurdes qui ont pu y transiter, à l'image de Shyar, Arabe syrien originaire de la région d'Alep que nous rencontrons à Lavrio à l'été 2021. Diplômé de médecine, il était anesthésiste dans un hôpital de fortune de la ville. Sans affinité politique particulière avec les organisations politiques kurdes, il était tout de même en contact régulier avec elles dans le quartier de Cheikh Maksud⁴¹ où il habitait. Les conditions de vie dans la ville, et l'absence de perspectives autant professionnelle que personnelle le poussent à prendre la route de l'exil en janvier 2021. Avant son départ, ses amis kurdes lui conseillent, pour des raisons de sécurité, de transiter par le camp de Lavrio en Grèce, le temps de régulariser sa situation vis-à-vis des autorités grecques. C'est donc dans le quartier populaire de Thymarákia qu'il se rend à son arrivée à Athènes pour rencontrer les responsables du centre culturel kurde et les administrateurs du camp. Suite à un entretien abordant les questions de son positionnement politique, de ses activités à Alep, des raisons de son départ, il est autorisé à s'installer dans le camp. Comme l'explique Shyar, « Je ne suis pas Kurde, ni un militant du parti, mais j'ai vécu avec eux à Alep. Je les connais, je connais leur fonctionnement et je sais que je serai en sécurité dans le camp de Lavrio, bien plus que dans les autres camps ». Disposant de très faibles ressources et sans possibilité d'être aidé financièrement, il s'agit pour Shyar de trouver un point de chute, un endroit où rester le temps de déposer sa demande d'asile. « Je reste à Lavrio pour des raisons de sécurité et de confort. Je sais qu'une fois là-bas, je n'ai aucun problème ». Si les hommes sont généralement en dortoir, les femmes disposent d'un étage qui leur est réservé et les familles bénéficient généralement d'une chambre entière en fonction de l'occupation du camp. Malgré le départ des Nations-Unies, le fait que Shyar ne soit pas Kurde n'est donc pas un obstacle à son passage. Les administrateurs ont

⁴¹ *Cheikh Maksud* est un quartier de la ville d'Alep à majorité kurde. Il est aujourd'hui encore administré et protégé par les organisations politiques kurdes qui administrent également la région du Nord-Est syrien, également connue sous le nom de *Rojava*.

conscience que pour maintenir sa place dans le champ de l'exil, le camp a besoin de conserver sa fonction humanitaire en mettant à disposition des services et des ressources accessibles à tous, comme il le faisait jusqu'en 2016 avant le retrait de l'UNHCR. Le camp est donc connu pour la sécurité et le cadre de vie qu'il propose aux exilés, quel que soient leur origine et leur niveau d'engagement auprès des organisations politiques. Si cette dernière dimension constitue bien un critère d'accessibilité au camp, elle l'est plus par souci de sécurité pour les habitants que par prosélytisme politique du PKK.

L'année 2016 est marquée par une forte augmentation des arrivées dans le camp de Lavrio et de Maxmur, majoritairement des porteurs de la nationalité turque fuyant la répression en Turquie. Kawe et Hussein sont tous deux originaires de Diyarbakir et c'est à l'été 2019 que nous les rencontrons à Lavrio. Kawe est arrivé en Grèce 6 mois plus tôt, à l'âge de 23 ans. Les soulèvements populaires de 2015-2016 marquent le début de son engagement pour le mouvement politique kurde. Il est alors étudiant en histoire à l'université de Diyarbakir et les élections de 2015 sont les premières auxquelles il participe. Suite à l'annulation des élections de juin 2015⁴², il rejoint les mouvements d'étudiants qui occupent le centre-ville de Diyarbakir. Il participe aux manifestations à Sûr, le centre historique de la ville, et est pris dans les accrochages qui opposent les forces spéciales turques aux jeunes du Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire kurde (YDG-H). Il est arrêté quelques semaines plus tard par les forces spéciales turques, et accusé d'avoir rejoint le PKK en participant à des actions d'insurrection organisées par les YDG-H. Il est par la suite informé qu'une instruction judiciaire est en cours et qu'il risque plusieurs années de prison. Kawe n'est alors membre d'aucun parti politique ni d'aucun syndicat : il a spontanément rejoint les manifestations. Sur les conseils de son père, il décide de quitter la Turquie et de patienter à Lavrio le temps de réussir à trouver un moyen pour rejoindre la France. « Mon oncle avait transité par Lavrio dans les années 2000 avant de s'installer à Grenoble, en France. Ce lieu était donc connu de notre famille depuis longtemps, mais personne dans ma famille en Turquie n'est engagé pour le HDP⁴³. Nous sommes Kurdes donc on les soutient⁴⁴ ». Le camp est perçu par la famille de Kawe à travers l'expérience de l'oncle y ayant transité vingt ans plus tôt : un lieu de sécurité, de transit donnant accès à un lit, une salle de bain, de la nourriture et une mise en contact avec les personnes de passage dans le camp. Il met donc à disposition un certain nombre de commodités facilitant le séjour en Grèce et est également un espace de rencontres et

⁴² Le HDP rentre alors au parlement en obtenant 13 % des voix aux législatives

⁴³ HDP (En Turc : Halkın Demokrasi Partisi) : Parti démocratique des Peuples, fondé en octobre 2012

⁴⁴ Entretien avec *Kawe* et *Hussein*, aout 2019, à Lavrio.

d'échanges d'expériences avec d'autres migrants, bien souvent kurde, se trouvant dans la même situation. C'est dans le camp qu'il fait la connaissance d'Hussein, enseignant de Kurde et musicien dans le centre culturel kurde de Ciger Xwin, à Diyarbakir. Hussein insiste sur le fait qu'il a été poursuivi par l'État turc pour son engagement et son investissement à faire vivre sa culture, sa langue à travers l'art. Il est rentré en contact avec les administrateurs du camp avant son départ, après avoir reçu la notification du jugement envoyé par le ministère de la Justice. Comme Kawe, il reste à Lavrio le temps de trouver un moyen pour se rendre en Allemagne « ou en Espagne. J'essaye en ce moment d'obtenir un faux passeport espagnol pour pouvoir quitter la Grèce, mais ce n'est pas facile de trouver les bons réseaux... Il faut aller à Athènes, les administrateurs du camp font la guerre aux passeurs et il ne faut pas en parler ici⁴⁵ ». Si la mise en contact avec des réseaux de passeurs peut se faire suite à des discussions à Lavrio, les rencontres sont en revanche organisées loin du camp, à Athènes. Kawe fait le même constat : le camp de Lavrio n'est pas un lieu de connexion avec les réseaux de passeurs, mais un lieu de partage d'expérience avec les autres résidents du camp et les différents acteurs qui y sont présents. Mais s'il s'agit bien d'un lieu d'accueil temporaire, il remplit également une autre fonction plus politique : celle de protection des opposants en exils.

Lavrio, une buffer zone où se protéger du conflit

Sedat est âgé de 19 ans lorsqu'il arrive à Lavrio à la fin de l'année 2017. Sa mère, Nudem, est élue du HDP dans la province de Van. Suite à la tentative de coup d'État de 2016, ses avocats l'informent qu'elle est condamnée à une lourde peine d'emprisonnement. Sur les conseils du HDP, elle décide de quitter la Turquie et de se rendre dans un premier temps à Lavrio avant de poursuivre la route vers la France. « La pression sur notre famille a empiré après le départ de ma mère : nous étions harcelés par les policiers et par d'autres groupes fascistes. On recevait régulièrement des menaces à la maison. On m'a même empêché de rentrer à l'université où je voulais commencer des études de droit », ⁴⁶ explique Sedat. Le départ de l'opposante politique de Turquie n'apaise donc pas les menaces qui pèsent sur sa famille. Au contraire, les autorités turques multiplient les intimidations sur les proches des opposants en exil. Nudem reste en contact avec sa famille et est ainsi tenue informée des brimades dont ils et elles sont victimes. Après en avoir parlé avec sa mère et des proches, Sedat décide de quitter la Turquie à l'été 2017. « Je n'avais plus aucune perspective et surtout peur de faire de la politique. La situation économique était

⁴⁵ Entretien avec *Kawe* et *Hussein*, aout 2019, à Lavrio.

⁴⁶ Entretien réalisé avec Sedat, Lavrio, juin 2018. Les extraits qui suivent sont issus de ce même entretien.

également très compliquée. Ma mère m'a conseillé de passer d'abord à Lavrio, où des amis m'attendraient. Je suis donc parti pour la Grèce, pour le camp de Lavrio dont j'entendais parler depuis que j'étais tout petit». Depuis Paris, Nudem informe alors les administrateurs du camp de l'arrivée prochaine de son fils.

Lorsque nous rencontrons Sedat, il vit dans le camp depuis un an en attendant que sa mère obtienne le statut de réfugié en France. Il fait partie des administrateurs du camp, en charge de son bon fonctionnement logistique. Pour lui, Lavrio est un espace de protection en attendant de pouvoir rejoindre sa mère dans le cadre du rapprochement familial. L'obtention d'une carte de séjour «vie privée et familiale» lui permettrait en effet de rester un an en France, où il souhaite déposer sa demande d'asile. Il ne sort que très rarement du camp et le considère comme un des rares espaces de sécurité où il se pense à l'abri des services secrets turc. Il ne se rend presque jamais à Athènes, sauf pour participer aux manifestations et aux événements organisés par le centre culturel kurde. Il y a donc un usage stratégique du lieu pour ces réfugiés politiques. Dans la temporalité longue des démarches administratives, il lui permet d'envisager une période d'attente dans un lieu sécurisé, hors de la Turquie, mais «entouré de camarades» comme le verbalise Sedat. Le camp de Lavrio agit comme un prolongement du Kurdistan en Grèce dont les organisations öcalanistes assurent la sécurité politique. En janvier 2019, Nudem obtient l'asile politique en France, ce qui lui permet de se déplacer en Grèce et rendre visite à son fils à Lavrio. En mars 2019, ce n'est donc plus en tant que demandeuse d'asile qu'elle se rend à Lavrio, mais en tant que mère venant rendre visite à son fils lui-même exilé. Le camp permet donc à ces liens familiaux de perdurer malgré les difficultés de l'exil. Il agit comme un point de liaison, un espace hors conflit, une buffer-zone comme mentionné par le co-maire de Maxmur : un lieu tiers permettant de maintenir des connexions entre des familles dispersées dans le champ de l'exil, mais également un lien de mémoire entre deux moments de la vie de l'exilé. Lavrio est donc à la fois un point d'entrée en Europe pour Nudem et pour Sedat ; un point de sortie qui permettra plus tard à Sedat de rejoindre sa mère en France ; et une «buffer zone» où les risques liés à l'exil semblent temporairement suspendus permettant aux langues, aux musiques, aux cuisines kurdes de s'épanouir librement au cœur de l'enclave.

La mémoire collective de l'exil

«C'est à Maxmur que j'ai rencontré Beyan en 2013. Elle se rendait en Irak pour voir sa famille qui habite le camp depuis 1996⁴⁷». Originaire du Kurdistan turc,

⁴⁷ Entretien réalisé avec Beyan et Suat en décembre 2021 à Strasbourg. Tous les extraits de ce paragraphe sont issus de ce même entretien.

Suat est arrivé en France en 2015. En raison de son engagement auprès du BDP⁴⁸, il décide de fuir la région du Dersim en 2009 pour trouver refuge en Irak, dans le camp de Maxmur. Suat s'est rapidement intégré et travaille en tant qu'employé municipal dans un parc public. Il mène en parallèle des activités politiques et malgré les tensions avec le PDK, il dit « n'avoir jamais autant ressenti le droit d'être Kurde et de gauche ». Sa trajectoire de vie est fortement marquée par son engagement politique en Turquie, un investissement qu'il décrit comme n'étant pas un choix, mais une nécessité pour pouvoir vivre dignement. Son départ vers Maxmur, où une partie de sa famille vit déjà, est envisagé depuis le début de son engagement politique. « Nous connaissons tous le camp de Maxmur, nous avons tous des proches qui ont été victimes des déplacements forcés et des attaques militaires des années 1990. Pour nous, les Kurdes de Turquie, trouver refuge à Maxmur a longtemps été une éventualité ». En 2009, il y avait encore plus de 12 000 Kurdes de Turquie⁴⁹ habitant le camp de Maxmur qui, par sa taille et son organisation, était entre-temps devenu une vraie ville, aussi grande que sa jumelle : la ville de Maxmur. La trajectoire de Beyan, bien que différente, est pourtant marquée par les mêmes crises politiques. Originaire de la province de Mus en Turquie, ses parents sont partis en France au début des années 1990, fuyant eux aussi la répression qui s'abattait sur les régions kurdes et la misère économique. Une partie de sa famille est pourtant restée en Turquie, a vécu les attaques de villages avant de prendre la route de l'exil vers l'Irak. Sa famille est donc divisée, dispersée entre Strasbourg en France et le camp de Maxmur en Irak, répartie à deux extrémités d'un champ de l'exil qui reste pourtant fortement connecté. Les liens et les visites n'ont pas cessé pendant toutes ces années. « Nous nous rendions souvent en Turquie l'été pour voir la famille qui restait au village. Mais à partir de 2008, nous avons commencé à effectuer quelques séjours en Irak, pour rendre visite à la famille vivant dans le camp de Maxmur. L'accès était compliqué, parfois la route était bloquée par le PDK qui nous empêchait de rentrer dans le camp ». Pour Beyan, son Kurdistan est réparti sur plusieurs territoires, dans différents lieux et le camp de Maxmur en fait partie au même titre que son village d'origine dont elle garde très peu de souvenirs d'enfance. C'est à Maxmur en 2013 qu'elle rencontre Suat pour la première fois. En 2014, Suat décide de partir en France pour rejoindre Beyan et s'installer à Strasbourg. Pour Suat et Beyan, Maxmur a agi tel un point de rencontre, une interface permettant de faire exister un Kurdistan et de maintenir les liens entre des familles divisées par le conflit en Turquie. En offrant un espace de réunion aux familles dispersées à travers le champ de l'exil, le camp

⁴⁸ BDP (en turc : Barış ve Demokrasi Partisi) : Parti de la paix et de la démocratie est un parti politique turc créé en 2008 et dissous en 2014. Le HDP sera son successeur.

⁴⁹ AFP, Mercredi 4 novembre 2009. <https://www.institutkurde.org/info/depeches/au-camp-de-mahmur-les-oublies-du-conflit-kurde-attendent-l-heure-du-retour-2245.html>

de Maxmur agit comme un lieu nodal permettant d'assurer la continuité malgré la dispersion et ainsi de maintenir en vie des pratiques sociales et culturelles réprimées dans le pays d'origine.

Lors de la fête du Newroz en mars 2019, nous faisons la rencontre de Cihan, Kurde de la région du Botan, mais ayant grandi en France. Elle est présente avec sa famille dans le camp de Lavrio, «pour des vacances⁵⁰». La famille de son mari a transité par le camp au début des années 1990, son oncle s'est même installé dans une ville à côté de Lavrio. «Le camp de Lavrio n'est pas en Grèce, c'est un bout du Kurdistan. Nous venons ici comme si nous rentrions chez nous, en Turquie»⁵¹. À défaut de pouvoir revenir dans les villages dans lesquels ils ont grandi, ces camps deviennent des espaces sociopolitiques de référence pour les Kurdes d'Europe et du Moyen-Orient. Lavrio est un lieu de mémoire, à la fois de l'histoire des exilés de Turquie qui ont participé à sa construction, mais également du «Kurdistan sans frontière⁵²» que mentionne un jour un habitant de Lavrio de longue date. À Lavrio, ou à Maxmur, est ancrée une mémoire collective de l'exil d'autant plus forte qu'elle émane des lieux qu'ils ont su construire, et qui appartiennent aujourd'hui à l'histoire des Kurdes. En permettant les circulations transnationales, ces camps favorisent la circulation des mémoires et l'histoire d'un peuple déterritorialisé contraint à se reterritorialiser en exil. Ce faisant, les réfugiés ne sont plus seulement les victimes d'un conflit, mais également les producteurs d'un nouvel espace qui, bien que dispersé, est densément connecté.

Conclusion

Les camps de Maxmur et Lavrio ont traversé les quarante dernières années en absorbant les chocs migratoires produits par les conflits au Moyen-Orient. L'histoire de la transformation de ces lieux par les organisations politiques en exil, constitue comme nous l'avons vue une pierre angulaire de l'histoire du peuple kurde. La notion de champ de l'exil permet justement d'analyser les mécanismes transnationaux à l'œuvre dans cet espace transnational. En nous concentrant sur ces deux camps, nous observons qu'ils y jouent un rôle essentiel en maintenant les liens entre l'Europe et le Moyen-Orient. Nous avons pu observer lors de nos enquêtes trois fonctions principales remplies par ces camps, faisant d'eux des espaces nodaux du champ de l'exil. Tout d'abord, la nécessité de réponse humanitaire en fait des lieux d'accueil, de protection donnant accès

⁵⁰ Entretien avec *Cihan*, 21 mars 2019, à Lavrio.

⁵¹ Entretien avec *Cihan*, 21 mars 2019, à Lavrio.

⁵² Entretien réalisé avec *Xereydin*, juillet 2021, à Lavrio

à un certain nombre de ressources permettant d'amélioration temporairement les conditions de vie. C'est la coopération entre le PKK et des Organisations internationales, des acteurs locaux et des acteurs étatiques qui a permis de faire de ces camps, des espaces d'opportunités. En tant qu'espace pérenne de sécurité, ils permettent de maintenir des liens malgré le phénomène de dispersion produit par les conflits. Maxmur et Lavrio remettent ainsi en cause la perception communément admise des camps comme espaces fermés d'entrée, en étant des camps ouverts d'entrée et de sortie qui permettent et facilitent les contacts dans le champ de l'exil et les connexions entre ses différents lieux. Si dans la deuxième partie de cet article nous avons principalement concentré notre analyse sur les liens familiaux et culturels, nous n'avons que peu abordé la dimension politique, et volontairement exclu les liens économiques. Ces liens, que nous développons dans d'autres travaux, sont cependant essentiels à la compréhension des dynamiques qui structurent le champ de l'exil. Nous pensons que c'est en analysant et en croisant ces quatre facteurs, qu'il est possible de saisir de manière plus fine le fonctionnement d'un espace transnational dans lequel des organisations politiques arrivent à structurer localement des points d'ancrages locaux connectés à l'espace transnational du champ de l'exil.

Bibliographie

Adamson, Fiona ; Demetriou, Madeleine. 2007. «Remapping the Boundaries of 'State' and 'National Identity': Incorporating Diasporas into IR Theorizing ». *European Journal of International Relations*. N° 13-4.

Agamben, Giorgio .2003. *État d'exception : Homo Sacer II*. 1. Paris, Seuil, Coll. L'ordre philosophique.

Bozarslan, Hamit. 1998. «Le groupe kurde». *Hommes et Migrations*. n° 1212, mars-avril. Immigrés de Turquie, pp. 24-34.

Bertrand, Gilles. 2003. Chapitre 6, «Interférences des conflits périphériques dans la confrontation bilatérale», dans *Le conflit helléno-turc : la confrontation des deux nationalismes à l'aube de XXème siècle [En ligne]*, Institut français d'Études anatoliennes, Istanbul.

Bruneau, Michel. 1994. «Espaces et territoires de diasporas», *Espace géographique*, tome 23. n° 1.

Caratini, Sophie. 2007. «La prison du temps. Les mutations sociales à l'œuvre dans les camps de réfugiés sahraouis : Deuxième partie : l'impasse». *Afrique contemporaine*. 2007/2. N° 222.

Cigerli, Sabri ; Saout, Didier. 2005. *Öcalan et le PKK : les mutations de la question kurde*, Paris, Maisonneuve & Larose.

De Postis, Magali. 2003. «Le Kurdistan irakien : une autonomie contrôlée», *Revue internationale et stratégique*, n° 49, p. 130-137.

Dorai, Kamel ; Piraud-Fournet, Pauline. 2023. «La vie mode d'emploi dans le camp de réfugiés de Zaatarî — Jordanie. Analyse sociographique de l'habitat "de fortune" des réfugiés syriens». *Gradhiva. Revue d'anthropologie et d'histoire des arts*, 2023, 35, pp. 112-135.

Grojean, Olivier. 2008. *La cause kurde, de la Turquie vers l'Europe : contribution à une sociologie de la transnationalisation des mobilisations*, doctorat en Sociologie Politique, EHESS.

Grojean, Olivier. 2023. «1. Ordre partisan et gouvernement des populations : pour une sociogenèse des matrices du pouvoir du PKK», Gilles Dorronsoro éd., *Le Gouvernement des Kurdes. Gouvernement partisan et ordres sociaux alternatifs*. Karthala, 2023, pp. 21-50.

Elmas, Hasan Basri. 1998. «Exode rural et migration des Turcs et des Kurdes vers l'Europe», *Hommes et Migrations*, n° 1212. pp. 5-13.

Hovanessian, Martine. 1998. «La notion de diaspora», *Journal des anthropologues* [En ligne], 72-73.

Jongerden, Joost. 2002. «Évacuation forcée, déportation et réhabilitation : Les Kurdes et l'État en Turquie». *Études kurdes*, 4 (4), 35-53.

Jongerden, Joost. 2010. «Village evacuation and reconstruction in Kurdistan (1993-2002)». *Études rurales*, 186, 77-100.

Küçükkeleş, Müjge. 2022. «Exception beyond the sovereign state: Makhmour refugee camp between statism and autonomy», *Political Geography*, Volume 95.

Petronoti, Marina. 2008. «Masquer la diversité religieuse Essai sur les mariages entre Grecques et réfugiés politiques turcs», *Migrance*, n° 31 «Ethnicité et migration, une histoire grecque».

Rigoni, Isabelle. 1997. «Les migrants de Turquie : réseaux ou diaspora?». *L'Homme et la société*, N. 125 Assignations identitaires et différenciation sociale. pp. 39-57.

Rublon, Tony. 2024. «L'îlot kurde de Lavrio en Grèce : étude d'un lieu au croisement des trajectoires migratoires et des engagements politiques», in *L'espace-temps de la politisation en exil*, *Le cavalier bleu*, Publication à venir en 2024.

Rublon, Tony. 2024. «Importation du conflit turco-kurde en contexte migratoire : étude de la construction d'un champ migratoire politique en exil», in *Migration, exil, diaspora au prisme de la rupture*, *PUR*, Publication à venir en 2024.

Shain, Yossi ; Barth, Aharon. 2003. «Diasporas and international relations theory», *International Organization*, Vol 57, n° 3, 2003.

Simon, Gildas. 2006. «Migrations, la spatialisation du regard», *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, n° 2. pp. 9-21.

Schnapper, Dominique ; Costa-Lascoux, Jacqueline ; Hily, Marie-Antoinette. 2001. «De l'État-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora», *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n° 2. Débats contemporains, sous la direction de Jacqueline Costa-Lascoux et Marie-Antoinette Hily. pp. 9-36.

Tapia, Stéphane (de), *Migrations et diasporas turques : circulation migratoire et continuité territoriale (1957-2004)* Paris, Maisonneuve et Larose Institut français d'études anatoliennes-Georges Dumézil, 2007.

Vihou, Marina. 2012. «Les écoles de la Compagnie française des Mines du Laurium en Grèce, à la fin du XIX^e siècle.», *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, 49.

Wahlbeck, Östen. 1998. *Transnationalism and diasporas: the Kurdish example*, Montreal, Canada, Research Committee 31, *Sociology of Migration*, 1998.